Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil

(Du 17 février 2025)

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**Projet de loi modifiant la loi sur la lutte et la prévention contre le surendettement (LLPS)**

La commission parlementaire Prestations sociales,

composée de M^{mes} et MM. Océane Musitelli-Taillard, Cédric Dupraz, Barbara Blanc, Marina Schneeberger, Mathias Gautschi, Nathalie Ljuslin, Fabienne Robert-Nicoud, Jennifer Angehrn, Sarah Curty, Vincent Martinez et Blaise Courvoisier,

soutenue dans ses travaux par M^{me} Alexandra Bréa, assistante parlementaire,

fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Travaux de la commission

La commission Prestations sociales a examiné le [rapport 25.010](#) et son [annexe](#) lors de ses séances des 19 juin et 18 août 2025.

La cheffe du Département de l'économie et de la cohésion sociale (DECS), la cheffe de service adjointe du service de l'action sociale (SASO), la chargée de projet, le chef du service des contributions (SCCO) ainsi qu'une juriste du service juridique de l'État (SJEN) ont participé aux travaux de la commission.

Commentaire de la commission

Lors de la première séance, ce rapport a fait l'objet d'une présentation détaillée de la part de la cheffe du département et des représentantes du SASO. Le chef du SCCO s'est joint à ces dernières pour la suite des travaux, notamment afin d'apporter des éclaircissements concernant la proposition de postulat.

La cheffe du département a rappelé que la stratégie en matière de lutte contre le surendettement se décline en trois axes : prévention, détection précoce et assainissement financier.

Les commissaires ont tenu à adresser leurs remerciements au département pour le travail accompli et pour l'attention portée au problème du surendettement, une réalité sociale souvent invisible et oubliée.

Avant de voter l'entrée en matière, les commissaires ont pu poser de nombreuses questions sur le bilan de la période 2021-2024 et le plan d'action 2025-2028, auxquelles il a été répondu de manière complète.

Le calcul du minimum vital, et plus particulièrement la prise en compte des impôts, a été discuté et expliqué, alors que le droit fédéral en la matière est actuellement en révision. Le département a précisé que, dans le cadre de poursuites, les impôts courants ne sont pas intégrés dans le calcul du minimum vital, contrairement aux primes d'assurance-maladie, ce qui a suscité de vifs débats. Sur ce point, le canton n'a aucune marge de manœuvre

tant que le droit fédéral reste inchangé. Il a toutefois précisé que, depuis l'an dernier, dans le cadre des demandes de remise d'impôts, le règlement des impôts courants est pris en considération dans l'établissement du budget. Le département a également souligné qu'en matière d'assainissement financier, l'office du contentieux et du désendettement (OCD) peut conclure des conventions de désendettement, lesquelles tiennent également compte de l'impôt courant dans les calculs.

L'absence presque totale de solutions accessibles aux personnes endettées dont le revenu ne permet pas un remboursement suffisant de leur dette, malgré leur volonté d'améliorer leur situation, a été soulevée par un commissaire. Il a été répondu que, même si les possibilités d'action sont relativement limitées, un désendettement reste souvent possible à terme, lorsque certaines difficultés sociales ou administratives ont été surmontées. Dans ce contexte, le département a relevé l'importance fondamentale de la sensibilisation, du travail préparatoire effectué par les structures sociales et d'un accompagnement sur le long terme, ainsi que la nécessité de réduire le temps nécessaire aux personnes concernées pour demander un appui, notamment en raison du tabou existant autour des dettes.

Les commissaires ont également souhaité connaître le nombre de personnes ayant réussi à sortir de la spirale de l'endettement. Malheureusement, en l'absence d'outils de mesure adaptés, il n'est pas possible d'obtenir de données chiffrées à ce sujet. L'État monitore cependant un certain nombre d'indicateurs, tels que, par exemple, la distribution et l'usage des coupons.

L'importance de maintenir la prévention comme priorité a été soulignée de part et d'autre. Certaines actions déjà déployées ont également été mises en avant, telles que les ateliers Ficelles du budget et le Midi de l'impôt, ou encore, en matière de détection précoce, le dispositif de coupons. Cet outil permet au personnel de l'État, lorsqu'un-e citoyen-ne dépose une demande auprès d'un service public (par exemple, une avance sur salaire, une remise d'impôts, etc.) et qu'il ou elle présente des signaux de difficultés financières durables, de lui proposer un coupon pour bénéficier d'un accompagnement professionnel et anonyme en matière de gestion du budget et des dettes auprès d'une structure sociale agréée.

Il est souligné que le crédit d'engagement du plan quadriennal 2021-2024, qui s'élevait à 840'000 francs sur quatre ans, soit 210'000 francs par an, et qui était destiné à l'octroi de prêts aux débiteur-trice-s de créances privées, a été très peu, voire pas du tout, utilisé, ce qui en fait la mesure la moins employée parmi l'ensemble des aides et dispositifs proposés.

Les commissaires ont également reçu des informations en réponse à leurs questions portant sur la problématique de la recherche de logement pour les personnes endettées, sur la manière dont d'autres cantons ou pays abordent le surendettement, ainsi que sur les faillites personnelles et le projet d'effacement de la dette actuellement examiné par les Chambres fédérales.

De manière plus générale, le caractère pionnier du travail mené dans le canton de Neuchâtel, dont la stratégie constitue un modèle pour d'autres cantons, a lui aussi été salué. En pratique, on observe que le tabou entourant l'endettement s'est atténué et que les personnes concernées sollicitent plus rapidement une aide extérieure.

Concernant la proposition de modification de l'article 6, alinéa 1, de la [loi sur la lutte et la prévention contre le surendettement](#) (LPPS) et de l'intégration d'une personne supplémentaire, concernée ou ayant été concernée par la problématique, à la Plateforme cantonale de lutte contre le surendettement, des commissaires se sont inquiété-e-s de la façon dont cette dernière serait choisie et intégrée, ainsi que du risque de stigmatisation qu'elle pourrait rencontrer. Le département a expliqué qu'un groupe ressources, composé d'expert-e-s de l'intégration, sera constitué pour y réfléchir. La participation de personnes concernées est un enjeu identifié dans plusieurs domaines de politiques publiques et fait l'objet d'une recommandation au niveau fédéral.

La motion [21.127](#), Pour une prévention efficace face aux petits crédits, traitée dans le rapport du Conseil d'État, a également suscité questions et discussions. En réponse à une

question relative à la publicité pour les petits crédits et aux moyens dont dispose l'État pour intervenir dans ce domaine, le département a relevé que le canton a peu de moyens d'agir, mais qu'il prévoit toutefois d'introduire, dans les nouveaux contrats qu'il passe avec les sociétés d'affichage, une clause visant à exclure les publicités pour les petits crédits sur le domaine public cantonal, et d'encourager les communes à faire de même pour le domaine public communal, approche que la commission recommande également vivement. Cette démarche vise à harmoniser les pratiques cantonales et à renforcer le rôle exemplaire de l'État.

Dans le cadre de ses travaux, la commission a examiné, suivant la suggestion d'un de ses membres, la possibilité de déposer un postulat demandant au Conseil d'État d'étudier l'instauration d'un impôt à la source volontaire afin de lutter contre le surendettement, souvent lié aux arriérés d'impôts. Si cette idée a dans un premier temps séduit une majorité de commissaires pour ses aspects humains et sociaux, la commission a finalement renoncé à déposer un tel objet. Elle a en effet été convaincue par les arguments présentés par le département et par le chef du service des contributions, expliquant que le projet se heurterait à un certain nombre d'obstacles techniques et légaux (dont une base légale fédérale). Il a aussi été rappelé que le Conseil d'État avait déjà répondu à un postulat du même type (postulat [20.151](#), rapport [22.011](#)).

Entrée en matière (art. 171 OGC)

Sans opposition, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur le projet de loi, tel que proposé par le Conseil d'État.

Vote final

À l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'accepter le projet de loi modifiant la loi sur la lutte et la prévention contre le surendettement (LLPS), tel qu'il est présenté par le Conseil d'État.

Préavis sur le traitement du projet (art. 272ss OGC)

À l'unanimité, la commission propose au bureau du Grand Conseil que le projet soit traité par le Grand Conseil en débat libre.

À l'unanimité, la commission a adopté le présent rapport le 15 septembre 2025, par voie électronique.

Motions dont le Conseil d'État propose le classement

Par 10 voix et 1 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter le classement de la motion du groupe socialiste [21.127](#), du 13 février 2021, Pour une prévention efficace face aux petits crédits.

Neuchâtel, le 15 septembre 2025

Au nom de la commission
Prestations sociales :

Le président,
B. COURVOISIER

La rapporteure,
B. BLANC